

Le budget—M. G. Wilson

• (1250)

Nous, libéraux, mesurons notre succès bien différemment des conservateurs, c'est évident. Les conservateurs établissent des comparaisons avec le géant économique du sud. Pour nous, libéraux, le succès c'est de trouver des moyens de répondre aux besoins des Canadiens maintenant et à l'avenir.

Le président suppléant (M. Paproski): Des questions ou observations? Le député de Swift Current—Maple Creek (M. Wilson).

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, j'ai écouté avec un certain intérêt les observations de la députée de Hamilton Mountain (M^{me} Phinney) et je me suis senti obligé de faire deux observations et de lui poser une question.

Dans son discours, la députée évidemment s'est senti obligée de critiquer les réductions de dépenses et les hausses d'impôt prévues dans le budget. Puis elle a accusé le gouvernement d'hypocrisie, alors même que dans son discours, elle lui reproche les réductions de dépenses. Elle laisse aussi entendre que le gouvernement n'a pas assez sabré les dépenses superflues. Je trouve son message plutôt contradictoire.

Je crois qu'elle a dit ensuite que nous payions une prime pour le privilège d'être Canadiens. Moi, je dis que nous avons hypothéqué notre avenir pour payer les programmes du passé et que c'est cela qui nous a conduits à notre problème d'endettement actuel, aux intérêts de la dette qui grugent une si grande part des recettes nationales et menacent les programmes sociaux de demain, ainsi que l'avenir de nos enfants.

La députée a critiqué d'une part, les augmentations d'impôt et d'autre part, les compressions de dépenses mais je voudrais qu'elle nous précise aujourd'hui les mesures qu'elle même et son parti prendraient, afin de résoudre le problème auquel nous devons faire face. Nous ne nous lancerons même pas dans des récriminations sur l'origine de la dette en question, mais parlons simplement des solutions au problème actuel. Par quoi la députée et son parti remplaceraient-ils les mesures que le ministre des Finances (M. Wilson) a présentées?

Mme Phinney: Monsieur le Président, selon moi, les libéraux n'ont pas de leçons à recevoir des conservateurs sur l'administration des finances publiques. Le Parti conservateur, notre gouvernement actuel, a doublé la dette nationale depuis quatre ans. Or, nous sommes mainte-

nant saisis d'un budget qui ne réduira ni le déficit, ni la dette nationale.

Selon moi, l'une des principales choses manifestes pour la population et je reçois probablement chaque jour de 40 à 50 lettres de gens de ma circonscription qui veulent me faire part de leur réaction au Budget c'est que ce sont toujours les mêmes qui doivent faire les frais des compressions en question, à savoir ceux qui sont le moins en mesure d'y faire face. A mon avis, un exemple tiré du Budget en bref dont nous avons pris connaissance la veille de la présentation du Budget à la Chambre, explique très bien la philosophie du gouvernement, alors qu'il considère les compressions dans l'aide publique au développement comme une économie de 1,8 milliard de dollars. On sabre dans le budget consacré à l'aide extérieure, mais le gouvernement actuel considère qu'il s'agit là d'économies. Notre parti ne partage pas ce point de vue.

M. Harvard: Je voudrais poser une question, monsieur le Président. Je souhaite demander à la députée de Hamilton Mountain (M^{me} Phinney) si, selon elle, le gouvernement a le mandat voulu pour prendre certaines des mesures qu'il propose dans le Budget actuel. Ainsi, a-t-il le mandat voulu pour privatiser l'assurance-chômage? Les conservateurs n'ont certes rien dit de cela au cours de la campagne électorale. A-t-il pour mandat de mettre un terme à l'universalité? Il n'en a pas été question au cours de la campagne électorale. La Société Radio-Canada n'était pas censée non plus faire l'objet d'autres coupes sombres. Or, à l'heure actuelle, on envisage de modifier peut-être le mandat de la Société à la suite des compressions effectuées, de fermer des stations, notamment à Sydney, au Labrador et en Saskatchewan.

Étant donné les propos que le gouvernement actuel a tenus pendant la campagne électorale, la députée croit-elle qu'il a le mandat de faire ce qu'il propose?

Mme Phinney: Monsieur le Président, à mon avis, on pourrait probablement soutenir que le gouvernement n'a pas le mandat d'agir de la sorte. Avant les élections, le gouvernement a prétendu que le parti qui avait administré le pays devait être maintenu au pouvoir pendant une autre période de quatre ou cinq ans parce qu'il avait très bien géré l'économie pendant les cinq dernières années. Je répète que cette gestion a fait doubler la dette pendant les quatre dernières années. Le gouvernement nous a demandé de lui donner un mandat pendant cinq autres années, mais, malheureusement, les Canadiens se rendent compte que les conservateurs ne méritent pas ce mandat.